

STATUTS GE SPORT ET LOISIRS

DU ROANNAIS

Préambule

Dans le cadre et le respect :

- de la loi du 1er juillet 1901 et de son décret d'application du 16 août 1901,
- des dispositions législatives et réglementaires relatives aux groupements d'employeurs,
- des dispositions législatives et réglementaires spécifiques relatives aux groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (Geiq).

Il est créé par les personnes physiques ou morales signataires des présents statuts une association.

Article 1

Dénomination

L'association est dénommée « *GE SPORT ET LOISIRS DU ROANNAIS* » dans les présents statuts puis « *Groupeement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification Sport et Loisirs* », dès validation de l'attribution de l'appellation Geiq instruite par la Fédération Française des GEIQ et tant que celle-ci sera renouvelée, selon les modalités réglementaires.

Son appellation courante sera : *GEIQ Sport et Loisirs du ROANNAIS*

Article 2

Objet

Le Groupeement d'Employeurs organise des parcours d'insertion et de qualification pour les salariés rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi, qu'ils mettent à la disposition de leurs membres.

Conformément à la réglementation des groupements d'employeurs, au projet associatif d'un Groupeement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification, et dans le respect de la convention collective du Sport, IDCC : « 2511 » que le groupement appliquera à ses salariés, le groupement a pour objet :

- L'embauche de salariés par un contrat de travail adapté à la mise en place de parcours d'insertion et de qualification et la mise à disposition à but non lucratif de ces salariés auprès des employeurs qui en sont membres.
- De permettre à des personnes éloignées de l'emploi de s'engager dans des parcours d'insertion et de qualification à travers l'alternance entre périodes de formation et périodes de mise à disposition chez les employeurs adhérents au groupement.
- De déterminer et de mettre en œuvre des actions de pré-recrutement et de recrutement pour les adhérents du groupement.
- La recherche collective de toutes les possibilités d'emploi stabilisé à l'issue du contrat de travail signé avec le Groupeement, en particulier au sein de ses entreprises adhérentes.
- De mettre en place des actions de promotion des métiers recherchés par ses adhérents
- D'apporter à ses membres son aide ou son conseil en matière de gestion des ressources humaines.

Article 3

Durée

La durée du groupement est illimitée, sauf cas de dissolution prévu aux présents statuts.

Article 4

Siège social

Le siège social du groupement est établi à l'adresse suivante : « *Espace 2M – 4, rue Molière – 42300 ROANNE* ».

Il pourra être transféré sur décision du Conseil d'Administration.

Antenne :

Les antennes constituent des établissements secondaires de l'association. Elles sont dénuées de la personnalité juridique et donc de capacité. Aussi, elles ne disposent d'aucune autonomie financière par rapport au « siège ». Dès lors, ses biens d'une antenne appartiennent au GEIQ dont elle n'est qu'un démembrement. Les antennes fonctionnent donc sous l'entière responsabilité du GEIQ et de ses instances dirigeantes.

Une antenne pourra donc être déployée sur un autre territoire du département avec validation du conseil d'administration et dans le cadre du projet associatif du GEIQ.

Article 5

Composition

L'association se compose de :

- Membres fondateurs : 4
- Membres actifs : 16
- Adhérents

Membres fondateurs : les représentants (personnes physiques) de la Chorale de Roanne Basket Association, la ville de Roanne, Roannais agglomération et l'Espace 2M.

Membres actifs sont élus pour 4 ans parmi les adhérents : les personnes morales ou physiques qui demandent à bénéficier des services fournis par le GE. Tout membre actif doit adhérer aux présents statuts.

Seules peuvent adhérer au groupement « GE SPORT ET LOISIRS DU ROANNAIS » les personnes physiques ou morales qui :

- Relèvent du(des) secteur(s) d'activité suivant(s) : sports, loisirs, jeunesse, animation, tourisme
- Interviennent dans le(s) secteur(s) géographique(s) :
 - les 113 communes de l'arrondissement de Roanne
 - les 3 **EPCI** de Saône-et-Loire suivants: CC de Marcigny (12 communes), CC du Canton de Semur-en-Brionnais (14 communes) et CC Brionnais sud Bourgogne (29 communes)
 - le **Canton** de Thizy-les-Bourgs (21 communes).
- Sont rattachées à la convention collective nationale : Sport – IDCC 2511

Collège spécifique par antenne :

Les membres actifs se réunissent 1 fois par trimestre avec le président, le directeur/coordonateur et le chargé de développement de l'antenne pour faire un point d'étape ; il s'agit d'une instance de concertation, mais non de prise de décision, c'est au conseil d'administration du GE SPORT ET LOISIRS DU ROANNAIS que les décisions sont prises. Les membres actifs de chaque antenne sont invités à participer à l'assemblée générale.

Article 6

Conditions d'adhésion

Toute demande d'adhésion au groupement « *GE SPORT ET LOISIRS DU ROANNAIS* » doit être formulée par écrit, signée par le demandeur et acceptée par le Conseil d'Administration ou à défaut, par délégation du Conseil d'administration, par le Bureau ou à défaut par le Président. En cas de rejet de la demande, l'instance décisionnaire n'a pas obligation de porter ses motifs à la connaissance du candidat à l'adhésion. Ce dernier peut toutefois faire appel de cette décision, qui sera examinée lors de l'Assemblée générale qui suit la notification du rejet.

Pour être et rester membre du groupement, il convient de remplir les conditions suivantes :

- Relever des conditions cumulatives de l'article 5 des présents statuts.
- Remplir et signer la demande d'adhésion
- S'engager à respecter les décisions prises par le Conseil d'Administration, le Bureau et l'Assemblée Générale du groupement dans le cadre de leurs attributions respectives et, notamment, s'engager à régler les sommes dues au titre de la mise à disposition des salariés du groupement.
- Être à jour de l'accomplissement de ses obligations en matière sociale et fiscale.

L'adhésion au groupement « *GE SPORT ET LOISIRS DU ROANNAIS* » entraîne le paiement immédiat d'une cotisation annuelle, dont le montant et les modalités sont fixés par l'Assemblée Générale ordinaire ou extraordinaire.

Si un membre ne remplissait pas l'une des conditions exigées, il cesserait de plein droit d'être membre du groupement.

Article 7

Responsabilité des adhérents

Conformément à l'article L.1253-8 du Code du travail, tous les membres utilisateurs du groupement d'employeurs sont solidairement responsables, notamment des dettes salariales et sociales du groupement.

En cas de dettes ou de passif social, le groupement utilisera en priorité un fonds de réserve alimenté notamment par le résultat de chaque exercice.

En cas d'insuffisance du fonds de réserve, les adhérents sont responsables des dettes restant à la charge du groupement proportionnellement aux montants facturés à chaque adhérent au cours des « *douze derniers* » mois précédant l'incident ayant déclenché la responsabilité.

La personne physique ou morale ayant perdu la qualité d'adhérent au cours des « douze » derniers mois précédant l'incident ayant déclenché la responsabilité demeure responsable à l'égard du créancier.

Les membres reconnaissent expressément et sans réserve avoir pris connaissance de cette clause des statuts.

Article 8

Perte de la qualité d'adhérent

La qualité d'adhérent du groupement « *GE SPORT ET LOISIRS DU ROANNAIS* » se perd par :

- Démission écrite adressée par lettre recommandée au Président de l'association.
- Les membres du groupement « *GE SPORT ET LOISIRS DU ROANNAIS* » peuvent démissionner à tout moment en respectant un préavis de « *3* » mois et en dénonçant, si elle existe, la convention de mise à disposition. Les conditions de dénonciation de la convention de mise à disposition sont définies dans le règlement intérieur. En tout état de cause, la démission ne prend effet qu'après paiement des sommes dues par l'adhérent au groupement.
- Le décès de la personne physique ou la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de la personne morale.
- Radiation automatique en cas de non-paiement de la cotisation annuelle votée en Conseil d'Administration ;
- Exclusion pour manquement grave au fonctionnement du Groupement et non-respect de la Charte d'éthique des adhérents de la Fédération Française des Geiq.
- Tout autre motif grave voté comme tel par le Conseil d'Administration.

La radiation ou l'exclusion ne peuvent résulter que d'une décision prise par le Conseil d'Administration à la majorité de ses membres, l'intéressé ayant été invité huit jours avant par lettre recommandée avec accusé de réception à s'expliquer et/ou à régulariser sa situation. L'adhérent exclu a la possibilité de faire appel devant la prochaine Assemblée Générale.

Dans tous les cas, l'intéressé reste tenu au paiement des sommes dues au Groupement et la cotisation annuelle reste entièrement acquise au Groupement « [GE SPORT ET LOISIRS DU ROANNAIS](#) ».

La démission, la radiation, l'exclusion, le décès ou la dissolution d'un membre ne met pas fin à l'association qui continue à exister entre les autres membres.

Article 9

Ressources

Les ressources du groupement « [GE SPORT ET LOISIRS DU ROANNAIS](#) » sont majoritairement composées :

- du paiement des factures émises auprès des adhérents utilisateurs ;
- des cotisations de ses adhérents ;
- des subventions ;
- dons et mécénat d'entreprises.

Les autres ressources sont toutes celles qui ne sont pas interdites par la législation et la réglementation en vigueur.

Article 10

Conseil d'Administration

10-1 : Rôle et pouvoirs

Le Groupement « [GE SPORT ET LOISIRS DU ROANNAIS](#) » est administré par un Conseil d'Administration qui est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes les décisions, dans les limites de l'objet social, qui ne relèvent pas de la compétence exclusive de l'Assemblée générale des adhérents de l'association.

Le Conseil d'Administration définit les grandes orientations du Groupement. Il arrête le budget et les comptes annuels de l'association.

Les fonctions de membre du Conseil d'Administration sont exercées à titre gratuit.

10-2 : Election

Les membres du Conseil d'Administration sont élus par l'Assemblée générale à la majorité simple des voix des adhérents présents ou représentés. Ils peuvent nommer chacun un suppléant au sein de l'association qu'ils représentent.

La durée de leur mandat est fixée à [quatre](#) ans.

Le renouvellement total du Conseil d'Administration se fait tous les « [quatre](#) » ans à l'expiration du mandat de ses membres. Les membres fondateurs n'auront pas d'expiration de mandat.

En cas de vacance d'un ou de plusieurs postes de membre du Conseil d'Administration, le Conseil d'Administration pourra pourvoir à leur remplacement en procédant à une ou plusieurs nominations [à titre provisoire](#). [Ces nominations sont soumises à la ratification de l'Assemblée générale qui suit](#). A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis n'en demeurent pas moins valables. Les membres du Conseil d'Administration cooptés ne demeurent en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de leurs prédécesseurs.

Le mandat de membre du Conseil d'Administration prend fin par la démission, la perte de la qualité d'adhérent de l'association, la privation des droits civiques ou la révocation prononcée par l'Assemblée générale, ladite révocation pouvant intervenir sur incident de séance.

10-3 : Composition

Le Conseil d'administration est composé au maximum de 16 membres utilisateurs qui sont exclusivement des personnes physiques (jouissant du plein exercice de leur droits civiques) ou des représentants des personnes morales adhérentes du Groupement. Les membres fondateurs sont les 4 porteurs du projet (la Chorale Roanne Basket Association, la ville de Roanne et Roannais agglomération et l'Espace 2M).

3 collèges sont identifiés :

- Collège de membres fondateurs : droit de vote
- Collège de membres actifs : structures adhérentes et ou utilisatrices du GEIQ : droit de vote
- Collège de membres partenaires : FORMAPI sans droit de vote à titre consultatif et la FNPSL

10-4 : Réunions et délibérations

Le Conseil d'administration est réuni au moins « *quatre fois* » par an sur convocation du Président ou sur convocation du Trésorier ou du Secrétaire en cas de carence du Président. Dans l'intervalle de ces réunions, le Conseil d'administration est également convoqué si la moitié au moins de ses membres en formule la demande par écrit auprès du Président.

Les convocations sont adressées au moins « *quinze* » jours avant la réunion par lettre simple ou par courriel. Elles mentionnent l'ordre du jour arrêté par le Président du Conseil d'Administration ou les membres dudit Conseil qui ont demandé la réunion.

Le Conseil d'administration se réunit au siège de l'association ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation ou en visio conférence. Il est tenu une feuille de présence qui est signée par tous les membres du Conseil d'Administration participant à la séance.

Un membre du Conseil d'administration peut donner un pouvoir écrit à un autre membre du Conseil d'Administration. A l'exception du Président (2 pouvoirs), un membre du Conseil d'Administration ne peut être porteur de d'un seul pouvoir.

La présence ou la représentation de la moitié au moins des membres du Conseil d'administration est nécessaire à la validité de ses délibérations. Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur le registre des délibérations de l'association et signés par le Président et le Secrétaire qui peuvent, ensemble ou séparément, en délivrer des copies ou des extraits.

Article 11

Bureau

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres, jouissant du plein exercice de leurs droits civiques, un Président, un Secrétaire et un Trésorier *et leurs suppléants* qui composent les membres du Bureau. Le cas échéant, des adjoints peuvent assister le Trésorier et le Secrétaire.

Les membres du Bureau sont élus pour une durée de « *quatre* » ans et sont immédiatement rééligibles. Toutefois, la durée de leur mandat ne peut excéder la durée de leurs fonctions de membre du Conseil d'Administration.

Le Bureau assure la gestion courante de l'association et met en œuvre la politique définie par le Conseil d'Administration. Il contrôle l'activité du directeur/coordonateur.

Le bureau se réunit aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige sur convocation du Président. Les convocations sont adressées par simple courrier ou courriel, 3 jours francs à l'avance.

Les fonctions de membres du bureau ne sont pas rémunérées.

Article 12

Pouvoirs du Président

Le Président représente l'association en toutes circonstances ; partout où il est nécessaire, notamment auprès des Autorités, Administrations Publiques ou Privées, Tribunaux ou Organismes divers.

Le Président du Conseil d'Administration représente l'association en justice, tant en demandant qu'en défendant. C'est à sa requête, ou contre lui, que doivent être intentées toutes les actions judiciaires.

Le Président a qualité pour conclure les contrats de travail au nom de l'association.

Le Président assure l'exécution des décisions du Conseil d'Administration et le fonctionnement du Groupement, ceci conformément au Règlement intérieur.

Pour l'accomplissement de sa mission, le Président dispose des pouvoirs qui lui sont conférés par le Conseil d'Administration. Par délibération du Conseil d'Administration, le Président de l'association pourra déléguer une partie de ses pouvoirs à un membre du Conseil d'Administration ou à un salarié permanent (en contrat à durée indéterminée) de l'association. Les délégations de pouvoir et de signature seront écrites et devront être signées par les délégataires.

Article 13

Caractéristiques communes aux Assemblées Générales ordinaires et extraordinaires

13-1 : Convocation de l'Assemblée générale

Les convocations sont adressées par simple courrier ou courriel, quinze jours francs à l'avance.

Elle comprend tous les membres de l'association à jour de leur contribution financière, c'est-à-dire :

- à jour de leur cotisation
- à jour du règlement des factures de mise à disposition suivant les critères de règlement contenus dans les conventions de mise à disposition.

L'ordre du jour de l'Assemblée générale est arrêté par le Conseil d'administration. Tout membre de l'association peut proposer un thème supplémentaire à l'ordre du jour, par lettre écrite au Président six jours ouvrables avant l'Assemblée Générale. L'Assemblée Générale ne peut délibérer que sur des questions inscrites à l'ordre du jour, exception faite de la révocation des membres du Conseil d'administration qui peut intervenir sur incident de séance.

13-2 : Délibération de l'Assemblée générale

Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés par les membres présents ou représentés, sous réserve que le nombre de ceux-ci atteigne « *un tiers* » des adhérents.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée doit être convoquée à nouveau, avec le même ordre du jour, quinze jours plus tard au minima ou bien, le même jour à une heure d'intervalle. Lors de cette seconde réunion, l'Assemblée peut délibérer « *quel que soit le nombre des membres* » présents ou représentés.

A l'exception du Président, les membres ne pouvant être présents pourront donner pouvoir à un autre membre de leur choix pour les représenter et ainsi prendre part aux votes. Toutefois le nombre de pouvoirs dont pourra disposer chaque membre est limité à deux.

Chaque membre présent ou représenté dispose d'une voix.

Chaque vote est en principe fait à main levée à moins que deux membres au moins de l'assemblée ne demandent le vote à bulletin secret.

Le vote par correspondance est interdit. Le vote électronique en visio-conférence ou conférence téléphonique est autorisée en cas de force majeure.

Il est tenu une feuille de présence qui est signée par les membres de l'Assemblée lors de l'entrée en séance et certifiée par le Président.

Article 14

Assemblée générale ordinaire

L'Assemblée générale ordinaire se réunit au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des présents ou représentés.

L'Assemblée générale ordinaire :

- Approuve le rapport de gestion du Conseil d'Administration exposant la situation de l'association et son activité au cours de l'exercice écoulé ainsi que les perspectives ;
- Approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant et donne quitus aux membres du conseil d'Administration et du Bureau de leur gestion ;
- Procède à la révocation des membres du Conseil d'Administration, procède à l'élection des nouveaux membres du Conseil d'Administration et ratifie les nominations effectuées à titre provisoire ;
- Autorise la conclusion de tous actes ou opérations qui précèdent les pouvoirs du Conseil d'Administration.

Les membres du comité technique prévu à l'article 16 sont invités à se joindre à l'AG à l'issue de ses travaux. Ils sont invités à s'exprimer sur le bilan de l'année écoulée ainsi que sur les orientations définies par l'AG pour l'année suivante. Les membres du comité technique n'ont pas de droit de vote.

Toute personne dont les compétences peuvent être utiles au traitement d'un ou plusieurs points de l'ordre du jour peut être invitée pour tout ou partie de la réunion. Les personnes ainsi invitées n'ont pas de droit de vote.

Article 15

Assemblée générale extraordinaire (AGE)

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour modifier les statuts, prononcer la dissolution de l'association et statuer sur la dévolution de l'actif net.

Cette assemblée doit réunir la moitié des membres présents ou représentés de l'association, pour délibérer. Les décisions sont adoptées à la majorité *absolue des suffrages* des membres présents ou représentés.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée doit être convoquée à nouveau, quinze jours plus tard à minima ou bien, le même jour à une heure d'intervalle. Lors de cette seconde réunion, l'Assemblée peut délibérer « *quel que soit le nombre des membres* » présents ou représentés.

Toute personne dont les compétences peuvent être utiles au traitement d'un ou plusieurs points de l'ordre du jour peut être invitée pour tout ou partie de la réunion. Les personnes ainsi invitées n'ont pas de droit de vote.

Article 16

Comité technique :

Il est créé un comité technique rassemblant les partenaires du Groupement « *GE SPORT ET LOISIRS DU ROANNAIS* » : administrations, partenaires du recrutement et de la formation, institutions intéressées au fonctionnement du Groupement, OPCO de branche, prescripteurs, partenaires financiers éventuels...

Le Président du Groupement invite le comité technique à se réunir au moins une fois par an. Il y participe lui-même, assisté de tout administrateur du groupement de son choix. Le comité technique est informé des caractéristiques de l'activité du Groupement (chiffres clés, secteur en tension, projet de développement, difficultés rencontrées sur le recrutement...) et peut formuler à cet égard des préconisations. C'est un organe de concertation entre les invités mais il n'a pas de pouvoir de décision, seul le conseil d'administration est souverain sur les orientations stratégiques. Le Conseil d'Administration du Groupement est informé de la teneur de ses débats.

Article 17

Règlement intérieur :

17-1 : à l'usage des adhérents

Un règlement intérieur à l'usage des adhérents fixe les modalités de mise en œuvre des présents statuts et les divers points non prévus par les statuts. Il est adopté par l'Assemblée Générale et librement modifié par le Conseil d'Administration entre deux Assemblées Générales.

17-2 : à l'usage des salariés

Un règlement intérieur à l'usage des salariés fixe les modalités de mise en œuvre des règles liées à la discipline, à l'hygiène et à la sécurité. Il est adopté par le Conseil d'Administration et librement modifié par celui-ci.

Ces règlements intérieurs sont établis et librement modifiés par le Conseil d'Administration et ratifiés par l'Assemblée Générale Ordinaire la plus proche.

Article 18

Exercice social – Comptabilité – Comptes sociaux

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année. Le premier exercice courra à compter de la date de la réunion de l'Assemblée créant officiellement le groupement jusqu'au 31 décembre de l'année suivante. Il sera donc supérieur ou égal à douze mois.

Il est tenu une comptabilité régulière des activités et opérations annuelles de l'association. Il est établi, chaque année, par le trésorier, un bilan, un compte de résultat et, si nécessaire, des annexes.

Les comptes annuels ainsi que les rapports du Conseil d'administration, le rapport financier du Trésorier, sont tenus à la disposition de tous les membres du Groupement, trente jours au moins avant la réunion de l'Assemblée générale ordinaire annuelle.

Article 19

Dissolution de l'association – Liquidation

En cas de dissolution pour quelle que cause que ce soit, l'Assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs chargés des opérations de liquidation.

Lors de la clôture de la liquidation, l'Assemblée générale se prononce sur la dévolution de l'actif net. Celui-ci est obligatoirement dévolu à une autre association poursuivant des objectifs du même type que ceux du Groupement.

Article 20

Formalités

Le Conseil d'Administration accomplira les formalités de déclaration et de publicité requises par la loi et les règlements en vigueur.

Fait en autant d'originaux que de parties intéressées, plus un original pour l'association et deux destinés au dépôt légal.